



Fenêtre sur le monde n°13

L'anglais emploie le mot français « fatigue » pour l'épuisement et l'exaspération extrêmes. Accompagnée de ses adjectifs de circonstance, « coronavirienne » ou « pandémique », cette « fatigue » gagne les populations du monde entier. Dans la semi-obscurité où les écrans sont souvent la seule lumière, prospèrent complotismes et négationnismes. La protection contre un virus imprévisible et volatil implique distanciation et rupture des

liens qui font société. On demande aux individus isolés d'être « responsables », d'obéir plutôt que de comprendre : perdu, le « doux commerce » de l'échange et du partage ; c'est cet autre commerce, enfant de la dure loi de l'argent, qui désormais s'érige en portier. Et la parole de la science ? Inquiétante défiance qui monte. Ceux dont la main lourde s'abat sur la culture feignent d'oublier que cet outil d'émancipation populaire est aussi scientifique. La culture scientifique recule quand les communicants occupent l'espace. Résignation ? Ne laissons personne confisquer l'espoir qui naît avec l'avènement d'un vaccin. Les sept milliards de voisins solidaires se donnent virtuellement la main : promesse de combats pour demain !



Vaccin et mobilisation citoyenne

Initiative européenne #Right2Cure : pas de profits sur la pandémie

Le lundi 30 novembre était officiellement lancée l'initiative citoyenne européenne qui interpelle la Présidente de la Commission avec le mot d'ordre « pas de profits sur la pandémie ». L'Union européenne (UE) se limite aux bonnes paroles sur un vaccin « bien public », mais ne fait rien de concret. Pire, elle s'occupe plus de préempter des doses pour quelques pays que de travailler pour l'accès universel aux dispositifs qui aideront l'humanité à se débarrasser du fléau de la pandémie (cf. nos Fenêtres n°11 et 12).

Cette initiative citoyenne est basée sur un instrument européen de pétition existant qui oblige le Parlement européen à légiférer, à condition que la demande des citoyens ait obtenu 1 million de signatures. C'est peu proportionnellement à la population européenne globale, mais beaucoup compte tenu de l'urgence et de la capacité de mobilisation transfrontalière censée se diffuser dans la « société civile » dépassant le cadre de quelques organisations (syndicats, partis ou associations) militantes.

Le 1er décembre, un article du quotidien italien *Il Manifesto* promeut l'initiative et ses soutiens italiens, donnant à la fin la version italienne du texte de la pétition. Ses initiateurs font aussi référence à l'instrument existant au sein de l'OMC, l'accord TRIPS, dont nous avons déjà parlé dans notre Fenêtre n°12 et qui pourrait libérer la propriété intellectuelle, facilitant ainsi la production de vaccins génériques, à l'instar des médicaments dont les licences sont tombées dans le domaine public. Mais l'OMC n'est pas d'accord pour utiliser cette possibilité. De fait, fidèle à son caractère d'organisation favorisant la « concurrence » et le libre-échange, l'OMC est très attentive à ne pas léser les intérêts économiques. Il y a énormément d'argent en jeu.



Il Manifesto relaie les propos de Marc Botenga, eurodéputé belge, qui explique que, si un pays décide de fournir gratuitement le vaccin à sa population, il doit quand même l'acheter aux firmes pharmaceutiques, donc payer les brevets *avec l'argent du contribuable*. Mais la recherche fondamentale (et même en partie la recherche appliquée) relative au vaccin a été financée par l'argent public. Donc, le contribuable a payé deux fois, et les pays se sont fait arnaquer par les firmes. D'où le besoin d'engagement des citoyens pour faire cesser l'arnaque.

Botenga déplore que les accords que l'UE a passés avec les firmes soient tenus secrets : « on ne sait ni quelle quantité, ni quels vaccins ». Il faut aussi la transparence sur les fonds publics investis et le coût de la production des vaccins : « les contrats entre les autorités et les entreprises pharmaceutiques doivent être rendus publics ».

Dans *l'Humanité* du 1er décembre, un article de Gaël de Santis relate la conférence de presse de lancement de l'initiative citoyenne européenne. Des collectifs se montent dans une douzaine de pays pour recueillir les signatures.

C'est urgent et indispensable.

Thomas Lemahieu, la vigie experte de *l'Humanité* qui suit la saga vaccinale depuis le début, a enquêté (article du 1.12.2020) sur « les contrats léonins » que Bruxelles a accepté de signer avec *Big Pharma*. On y apprend que, malgré le discours officiel tenu devant le Parlement européen stipulant que la responsabilité civile (si d'aventure la vaccination tournait mal) incomberait aux compagnies qui ont produit le vaccin, en fait on ne peut contourner une directive de 1985 : la responsabilité pour d'éventuels dégâts causés par des produits défectueux mis sur le marché ne peut être supportée par les entreprises qui les ont produits si « l'état des connaissances scientifiques et techniques » au moment de la mise sur le marché ne permet pas de savoir s'il existe un défaut.

Les compagnies pharmaceutiques comme Pfizer, Moderna et consorts auront beaucoup à perdre si jamais leurs vaccins comportent des « vices cachés ». Et cette directive, selon Marc Botenga, est souvent utilisée par les multinationales pour faire supporter par les États les défauts de leurs produits. La Commission a donc signé en connaissance de cause des contrats où il n'est jamais mentionné que cette directive ne doit pas être appliquée aux vaccins anti-COVID. Trop sûre d'elle ou trop soumise à *Big Pharma* ? En tout cas, si jamais il y a besoin de verser des indemnisations (ce que personne ne souhaite mais que personne ne peut exclure complètement), ce sera avec l'argent du contribuable.

Voilà une raison supplémentaire pour signer.

La CGT est partie prenante de cette initiative.

Pour lire l'article :

<https://ilmanifesto.it/i-brevetti-non-ostacolino-i-vaccini-anti-covid-19/>

Pour signer, diffuser, partager :

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

Présentation officielle ici :

https://europa.eu/citizens-initiative/initiatives/details/2020/000005_en

L'article de Gaël de Santis dans *l'Humanité* du 1.12.2020 :

<https://www.humanite.fr/union-europeenne-une-bataille-pour-faire-du-vaccin-un-bien-commun-696921>

L'article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 1.12.2020 :

<https://www.humanite.fr/bruxelles-accepte-les-contrats-leonins-de-big-pharma-696922>

Alliance mondiale pour la justice vaccinale

L'initiative citoyenne européenne correspond, au niveau mondial, à l'alliance des peuples pour le vaccin (*The People's Vaccine Alliance*) qui est composée d'organisations humanitaires et de santé, de scientifiques, de dirigeants de cultes, d'économistes et de l'UNAIDS (l'agence de l'ONU contre le SIDA). Son appel aux gouvernements et aux compagnies pharmaceutiques :

- vaccin gratuit pour les populations
- vaccin à un prix abordable tenant compte de l'investissement public déjà fourni
- pas de monopoles sur les vaccins et traitements
- justice vaccinale : priorité aux catégories les plus à risque et les plus exposées (comme les soignants), répartition juste entre pays, basée sur le nombre d'habitants et les besoins, non sur leur capacité à payer
- égalité de participation de tous les gouvernements et de la société civile de tous les pays du nord et du sud à la prise de décisions concernant le vaccin et les autres technologies anti-COVID

<https://peoplesvaccine.org/>



Investissements publics pour le vaccin : les compagnies privées en profitent bien !

Le dossier élaboré par Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 10.12.2020 sur « la saga » de Moderna, cette compagnie-miracle devenue si célèbre pour son vaccin, dévoile comment le privé dépouille le public « à l'insu de son plein gré ». Aux États-Unis, on peut glorifier la libre entreprise et l'esprit des affaires, mais c'est le *gouvernement* fédéral qui investit dans la science.

Moderna s'enorgueillit d'avoir été financée à 100% par l'argent public états-unien et ne pas avoir reçu un euro européen. Mais si le financement est public, la propriété ne devrait-elle pas l'être aussi ? Ce n'est pas l'idée de Moderna, qui refuse de partager ses précieux brevets. Mais comme elle n'a pas « les capacités d'un groupe aussi puissant que Pfizer », elle sous-traite la production à de nombreux sous-traitants dont une partie sur le sol européen, et même en France.

Par ailleurs, même si le premier pays à lui avoir commandé des doses est la Suisse (où se trouve aussi l'un des sous-traitants de Moderna), le financement public européen ne manque pas à la compagnie : l'UE a précommandé des doses de vaccin ; Moderna peut donc dire merci aux contribuables européens. Cependant, son principal objectif est de satisfaire son premier bailleur de fonds : 85 à 100 millions de doses pour les États-Unis, 15 à 25 millions pour le reste du monde au premier trimestre 2021.

Si au moins Moderna avait « inventé » la science pionnière sur laquelle repose le vaccin, le fameux « ARN messenger »... Elle n'a fait que la breveter, les laboratoires universitaires y travaillaient depuis 1990.

Les histoires à succès des petites boîtes devenues grandes ou de petits français (comme Stéphane Bancel, le PDG de Moderna, « pur produit des écoles jésuites » selon *La Croix* du 19.11.2020) devenus grands au pays du rêve américain sont bonnes seulement pour égayer les soirées du confinement. Le véritable objectif est de mener le combat dans la vie réelle pour que l'argent public finance la lutte contre la pandémie pour le bien de la population mondiale.

Cet excellent dossier à mettre entre toutes les mains se trouve ici :

<https://www.humanite.fr/vaccin-contre-le-covid-la-face-cachee-du-business-moderna-notre-enquete-697489>

Si vous voulez connaître Stéphane Bancel (mais uniquement ses bons côtés) :

<https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Stephane-Bancel-Francais-course-vaccin-contre-Covid-2020-11-19-1201125489>

Internationale de l'éducation (IE) et Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

« Une occasion manquée »

Dans un article publié sur son site le 8.12.2020, l'IE déplore que l'OMPI n'ait pas statué sur les exceptions aux droits d'auteur. Cette défaillance frappe l'éducation en cette période de pandémie où les cours et la recherche sont en ligne ou en format « hybride ».



Les enseignants et les chercheurs sont en droit de demander un instrument juridique de portée mondiale pour l'utilisation des ressources en ligne. Il en est de même pour les organisations du patrimoine culturel. Mais la 40^e session du comité permanent de l'OMPI (*Standing Committee on Copyright and related Rights - SCCR*), tenue du 16 au 20 novembre, n'a pris aucune décision. Les gouvernements peuvent faire ce qu'ils veulent, puisqu'il n'y a pas la réglementation mondiale que l'IE réclame depuis des années.

Ce n'est pas étonnant que la demande la plus urgente soit venue des pays africains. Selon leur représentante, Tnyaradzwa Manhombu, la pandémie a créé l'urgence d'instaurer des exceptions aux droits d'auteur à des fins d'éducation ou de recherche : « les enfants des pays en développement se sont vu refuser l'accès en ligne aux matériels pédagogiques en raison des restrictions dues aux droits d'auteur », a-t-elle précisé. Ainsi, dans ces pays, enseignants et chercheurs sont obligés de travailler dans une « zone grise », qui pourrait entraîner des poursuites. « Ce qui est légal en classe, comme lire une histoire, est soudainement illégal aux yeux des plateformes internet ».

L'IE espère que l'OMPI « fournira les orientations nécessaires de toute urgence concernant les exceptions et limitations en période de COVID19 », et examinera « les défis auxquels les enseignants et les chercheurs sont confrontés dans le cadre de cette urgence sanitaire ».

Rappelons que l'UNESCO a lancé la dernière phase des consultations en vue de sa prochaine recommandation sur la science ouverte. Cette ouverture profitera en premier lieu à nos collègues des pays en développement. Mais gare aux demi-mesures : les chercheurs africains ne demandent pas juste la levée des obstacles pour *consommer* plus de science ou de culture produites par les pays dits développés. Tant la recommandation science ouverte que les exceptions aux droits d'auteur permettront surtout d'aller

plus loin dans la *production* des connaissances. Pour ce faire, il faut des investissements publics conséquents. Sinon, on aura accès aux ressources numériques qui seront toujours sur les plateformes privées.

L'article de l'IE :

<https://urlz.fr/euDY>

La Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS), dont le SNTRS est membre, a publié récemment une déclaration sur le « besoin de science ouverte par temps pandémie » :

<https://fmts-wfsw.org/2020/11/le-besoin-de-science-ouverte-par-temps-de-pandemie-2/>



Afghanistan

Femme, général de l'armée, éminente universitaire et chirurgienne, dans un pays patriarcal

Suhaila Siddiq, âgée de 81 ou 82 ans, a été emportée par des complications dues à la COVID19, le vendredi 4 décembre à Kaboul, dans l'hôpital militaire Daud Khan où elle a passé toute sa carrière. Elle était la première femme à devenir lieutenant-général dans son pays, et à embrasser même, pour une courte période, une carrière politique en devenant ministre (2002-2004) du gouvernement Karzai, juste après le départ des troupes états-uniennes. En tant que ministre, elle a introduit la vaccination contre la polio, fléau qui sévissait dans le pays suite à des décennies de guerre et de violences.

Quel qualificatif conviendrait à cette femme qui a accompli sa mission de soigner sous n'importe quel régime, tenant même tête aux Talibans ? « La générale Suhaila » a été promue chirurgienne-chef des armées dans les années '80 par le gouvernement prosoviétique de l'époque qui lui était reconnaissant d'avoir sauvé tant de vies de soldats et de civils blessés qui affluaient dans son hôpital. Elle était « meilleure que tous ses collègues hommes », comme le dit dans la nécrologie du *NYTimes* un général à la retraite qui a travaillé avec elle.

Après la chute du gouvernement qui l'avait aidée à terminer ses études (doctorat à Moscou) et l'avait promue, « la générale » est restée en poste pendant la guerre civile, à la demande de ceux qui ont pris le pouvoir. « Elle était dévouée à son travail, non à un gouvernement », selon ses amis. Elle a donc continué à soigner les victimes de la violence qui s'est abattue sur Kaboul.

Mais quand les Talibans sont arrivés en 1996, ils ont essayé de la renvoyer à la maison, comme toutes les femmes. « La générale Suhaila » était entre-temps devenue aussi « la professeure Suhaila », enseignant la médecine à l'Université de Kaboul, soucieuse de promouvoir les femmes scientifiques en dépit des traditions. Elle suivait en cela l'engagement de son père, qui voulait que ses six filles fassent des études universitaires. Suhaila et sa sœur Shafiqa ont accompli le rêve paternel ; Safiqa est devenue professeure à l'Université Polytechnique de Kaboul.

Les Talibans ont vite compris que « la générale Suhaila » n'était pas une femme qu'on intimide. Elle n'a jamais porté de burqa ou autre tenue imposée, même si on ne la voit jamais tête nue sur les photos. Comme les Talibans voulaient retenir au pays des personnes de haute qualification, elle a fait en sorte que ce soit eux qui lui demandent de reprendre son poste à l'hôpital : « c'était une fierté pour moi. Je suis restée dans mon pays et j'ai servi mon peuple », confiait-elle en 2002. Les Talibans ont quand même essayé de supprimer son poste à l'université, sûrement pour qu'elle ne « pervertisse » pas les jeunes

femmes. Mais ils ont échoué. Voilà pourquoi la Dr. Sayeda Amarkhel peut aujourd'hui témoigner : « elle a combattu les Talibans pour nous. Si je suis gynécologue aujourd'hui, je le lui dois ».

La première photo de la nécrologie du *NYTimes* montre « la générale Suhaila » toute de noir vêtue passant en revue les troupes (en 2001). À ses côtés, la ministre des affaires féminines. Ce sont les deux seules femmes, entourées d'hommes, militaires et civils. Suhaila Saddiq n'était pas « une féministe », à vrai dire. Mais elle était un modèle non seulement pour ses étudiantes, mais pour toutes les femmes afghanes.

<https://www.nytimes.com/2020/12/05/world/asia/suhaila-siddiq-dead.html>



États-Unis

Infirmières et infirmiers errants : un métier à haut risque mais indispensable par temps pandémique

Le *NYTimes* du 2.12.2020 présente ces professionnels de santé au statut particulier assez peu connu, au moins en Europe : les infirmiers et infirmières qui voyagent d'hôpital en hôpital, d'un bout à l'autre du pays, avec des contrats plus ou moins courts. Les structures hospitalières font appel à eux quand elles ont besoin de renforts.

La COVID19 les a mis sur le devant de la scène. Très demandés, ils et elles ont d'abord pensé que ce serait une occasion de gagner plus d'argent pour améliorer leur vie et celle de leur famille. Car leur rémunération est bien meilleure que celle des personnels en poste fixe. Mais ils et elles ont vite découvert que la pandémie, d'une exceptionnelle gravité aux États-Unis (merci l'administration Trump !), les a pris au dépourvu, comme en témoigne Laura, 32 ans, arrivée à New York en avril dernier, aux heures les plus sombres : « j'ai pensé que j'allais aider, faire le bien, et me faire beaucoup d'argent. Mais j'étais comme Dorothy atterrissant au pays d'Oz (NDLR. allusion au célèbre film « Le magicien d'Oz »), je n'étais pas du tout préparée à cette réalité ».

Laura ne dort que quatre heures par nuit, encore incapable de se débarrasser de la tragédie vécue lors de sa première expérience d'unité COVID19 à New York. Pour pouvoir exercer correctement son métier, il faut pourtant avoir des conditions de vie correctes... Même un très bon salaire (qui peut aller jusqu'à 5.000\$/semaine pendant la pandémie), ne peut compenser une vie de difficulté et de solitude parfois extrêmes.

Les hôpitaux surchargés et en manque de personnel ont formulé des demandes pressantes de soignants « voyageurs » (comme ils et elles sont officiellement désignés), 40% de plus qu'en temps ordinaire, selon une agence de Californie qui les place.

Ces près de 25.000 travailleurs courent un risque très élevé de COVID19, du fait de leur obligation de se déplacer sans cesse et d'être le plus souvent parachutés dans des villes comme New York, Phoenix, Los Angeles ou Green Bay, où les contaminations sont les plus nombreuses.

La première difficulté c'est de gagner la confiance de leurs collègues en poste, qui, tout en appréciant les renforts, ne voient pas d'un bon œil ces « gens du voyage » : éternelle tension entre sédentaires et nomades, que le combat commun contre la pandémie n'a pas réussi à effacer.

Et la vie de famille ? Elle est « virtuelle » : les photos illustrant l'article du *NYTimes* montrent les écrans à travers lesquels on communique avec les enfants. Et le logement ? Les hôpitaux qui les emploient ne prévoient rien : c'est plus souvent l'hôtel ou des AirBnb, et il faut négocier pour disposer d'une cuisine au lieu d'un simple four à micro-ondes, comme en témoigne John, 27 ans, passé par El Centro (Calif.), Sacramento et d'autres villes proches de la frontière mexicaine, et qui se trouve maintenant à Green Bay (Wis.).

Morgan, 26 ans, basée à Lake Geneva (Wis.) après New York en juillet, va peut-être avoir sa première année complète où elle n'a traité que des patients COVID. Elle est indignée du comportement des habitants qui continuent de ne pas respecter les règles de protection. Peu avant les élections, elle avait eu à faire à des conspirationnistes qui pensaient que le coronavirus était un « *hoax* diffusé par les Démocrates » : « Je soignais cet homme, et il me dit : "Je ne peux pas attendre que les élections soient finies pour que tout ça s'en aille" ». Que lui dire ? Que « tout ça » était une réalité qui n'allait pas « s'en aller » après les élections ?

Morgan ne nous dit pas si son patient a été guéri. Mais Heather, une de ses collègues, raconte les réactions de ceux qui reçoivent un résultat de test positif et qui sont sur la même lancée que ce négationniste : « ils le traitent comme un rite de passage, comme si c'était leur tour de l'avoir » et minimisent ainsi sa gravité, contribuant à la contamination des autres.

Ces soignantes et soignants méritent des conditions de travail dignes et des protections comme le personnel en place. Sauf que ce n'est pas souvent le cas, dans des hôpitaux qui manquent d'EPI de haute qualité : il n'y en a pas pour les « voyageurs », seulement pour les « sédentaires » ! Quand il faut rationaliser, on privilégie le personnel qui va rester et qu'il faut fidéliser : « nous sommes là car ils ont besoin de nous, mais nous ne sommes pas de gens qui vont être là après », dit John avec amertume.



Certains inventent des « bulles » avec 1-2 collègues, surtout en cette fin novembre où la grande fête familiale de *Thanksgiving* se passe loin de chez eux : « tu peux m'enlever de ma maison, mais tu ne peux pas enlever ma maison de moi », dit Laura qui a fait le choix de célébrer avec Morgan. On la voit avec un masque dans sa cuisine ! Son contrat se termine le 13 décembre, mais elle en a un autre à New York pour janvier. Elle pensait ne jamais y retourner, tellement elle était blessée. Mais elle a changé d'avis pour aider les New Yorkais qui, contrairement à ses patients du Wisconsin, « font un si bon boulot en se confinant ».

Même bien rémunérés et très demandés, ces nomades vivent des vies peu enviables. Si les hôpitaux avaient du personnel en nombre suffisant, avec des salaires et des conditions de travail correspondant à la qualification et au risque du métier, Laura, Morgan, John et les autres n'auraient ni à quémander pour une chambre décente, ni à voir leurs enfants seulement à travers un écran.

<https://urlz.fr/euED>

Grèce

En Crète, les personnels de l'hôpital public d'Hérakleion demandent justice

Tous en grève ! Médecins, ergothérapeutes, psychologues, travailleurs sociaux, gardiens, personnels administratifs, ont déposé un préavis de grève pour le jeudi 10 décembre de 8h à 10h du matin. Ils et elles ne peuvent pas s'absenter de leur poste par temps pandémique, mais tiennent à faire connaître leurs revendications, que la crise COVID19 a en quelque sorte « réactivées » et mises sur le devant de la scène avec une nouvelle intensité. Le communiqué de leur syndicat (interprofessionnel) est publié dans le *Journal des rédacteurs* le 8.12.2020.

Le facteur déclencheur de la grève et leur demande numéro un : être inclus dans la catégorie des professions à haut risque et particulièrement pénibles, ce qui leur accorderait des conditions de travail et de rémunération spécifiques applicables à cette catégorie. On croit rêver : pourquoi n'y sont-ils pas déjà ? Pourquoi ne perçoivent-ils pas déjà des primes ? Même si la Crète est une île, relativement épargnée par la vague COVID19 qui sévit actuellement en Grèce, les contagions sont nombreuses et les personnels du plus grand hôpital public, situé dans la capitale crétoise, sont en première ligne.

Cette grève peut être considérée comme « d'utilité publique », car les grévistes demandent aussi des mesures pour contenir la contamination dans les écoles, les lieux de travail et, surtout, les transports, talon d'Achille des villes grecques. On a vu cet été (et cet automne, avant le re-confinement du pays) des gens s'entasser dans les bus pour aller au travail, se mettant ainsi en danger à cause des attermoissements gouvernementaux concernant l'achat et la mise en circulation de nouveaux bus. Hérakleion n'est pas Athènes ou Thessalonique, mais les soignants savent que les transports comportent des risques.



Le financement public des hôpitaux va encore baisser de 22 millions d'€ dans le budget 2021, au lieu d'augmenter pour couvrir les besoins en équipements et en personnel ! Dans un rapport sur le « développement de l'économie » grecque, plus connu depuis cet été comme « rapport Pissarides », du nom de son concepteur, il est prévu que les hôpitaux deviennent de plus en plus « autonomes » et travaillent de plus en plus en mode PPP (partenariat public-privé).

« Le refus de nous inclure aux professions pénibles et de nous accorder les primes correspondantes s'inscrit dans le plan gouvernemental et européen de faire fonctionner les établissements publics de santé avec des critères économiques du secteur privé, avec du personnel toujours moins nombreux et moins cher », dénoncent les soignants qui pleurent des dizaines de leurs collègues emportés par la COVID19. On découvre dans leur communiqué que même aujourd'hui ils manquent d'EPI...

En Grèce, le secteur privé n'est pas associé aux efforts contre la pandémie. C'est le public, exsangue depuis les « crises » commencées en 2008 et les mémorandums d'austérité successifs qui supporte tout, grâce au dévouement exceptionnel d'un personnel de très haute qualité, qui aujourd'hui se révolte.

Vos traducteurs en ligne, eux, sont en permanence révoltés !

https://www.efsyn.gr/efkriti/koinonia/271935_mazikes-proslipseis-kai-entaxi-sta-bae-diekdikoy-n-oi-ergazomenoi-sto-pagni

Italie

Six milliards d'euros pour quoi faire ?

Le budget 2021 est débattu en ce moment au Parlement italien. C'est l'occasion d'évaluer les dépenses prévues par l'État pour remédier aux effets de la pandémie et soulager les citoyens durement frappés par cette crise sanitaire, sociale et économique. C'est ce moment qu'ont choisi les pacifistes italiens de deux réseaux, *Sbilanciamoci* ! (dont nous avons déjà parlé dans notre *Fenêtre* n°2) et *Rete Italiana Pace e Disarmo* (Réseau italien paix et désarmement) pour demander un moratoire aux dépenses d'armement.

En pleine crise et dans l'incertitude de l'évolution de la pandémie l'année prochaine, dépenser 6 milliards d'€ pour acheter de l'armement (avions de chasse, frégates, blindés, missiles etc.) est une folie. Les pacifistes considèrent cela totalement inacceptable. Giulio Marcon, porte-parole de *Sbilanciamoci* !, déclare au quotidien *Il Manifesto* du 29.11.2020 : « le défi réellement important est celui de la pandémie affrontée quotidiennement par les hôpitaux qui n'ont pas suffisamment de lits de soins intensifs ou de médecins et infirmiers. C'est celui de l'éducation de qualité pour tous, quand au contraire plus de 10.000 écoles ont des bâtiments qui tombent en morceaux et ne remplissent pas les normes de sécurité ».

Les deux organisations ont étudié les dépenses militaires des dernières années, toujours en augmentation. Elles ont passé en revue celles prévues pour 2021 et ont abouti à la somme de 6 milliards d'€ *grosso modo*. Mais les documents du budget ne fournissent pas d'informations détaillées sur les systèmes d'armement que l'Italie prévoit d'acheter : on demande aux parlementaires de voter, mais on les maintient dans l'obscurité.

Le porte-parole du réseau *Pace e Disarmo* souligne qu'en ce moment « on demande à tous de faire des sacrifices et d'agir de façon responsable et solidaire pour contrer la contagion et sortir au plus tôt de la pandémie avec le moins de dégâts humains, sociaux et économiques. Le moratoire d'un an sur l'acquisition de nouveaux systèmes d'armement est un geste qu'on doit à l'Italie, à ceux qui luttent au quotidien pour sauver des vies, à ceux qui ont perdu leur revenu ou qui perdront demain leur travail, à ceux qui ont été contraints de fermer leurs activités. Nous demandons au gouvernement et au Parlement d'être pleinement responsables et de suspendre ces dépenses qui ne sont pas soutenables aujourd'hui ».

Il Manifesto conclut avec une question à la réponse évidente : quelle dépense se défend mieux en temps de pandémie ? Un nouvel avion de chasse ou 500 lits de soins intensifs et 5.000 médecins et infirmiers, qu'on pourrait payer pour 3 ans avec la même somme ?

Si l'Italie trouve 6 milliards, elle ne doit pas avoir du mal à les dépenser utilement.

<https://ilmanifesto.it/moratoria-su-spese-per-nuove-armi-nel-2021-6-miliardi-da-destinare-a-sanita-e-istruzione/>

Voir aussi le site du réseau *Pace e Disarmo*, avec les belles couleurs du drapeau de la paix :

<https://retepacedisarmo.org/2020/moratoria-su-spese-per-nuove-armi-nel-2021-6-miliardi-da-destinare-a-sanita-e-istruzione/>



« Tu t'adaptes ou tu t'en vas » :

le coronavirus et les conditions de travail à Yoox

Ce sont des femmes, le plus souvent étrangères. Elles sont employées par le groupe Yoox Net-A-Porter, un « colosse du e-commerce qui vend de l'habillement *fashion* et des objets design », selon *Il Manifesto* du 3.12.2020. Son fondateur, Federico Marchetti, est un *self-made man* de type Steve Jobs, qui a commencé dans son garage. Le hub de Yoox est situé dans la banlieue de Bologne et comporte des bâtiments pour les ingénieurs et programmeurs bien payés, et des entrepôts qui constituent « l'autre facette » du succès, où travaillent les femmes victimes bien malgré elles de la COVID19.

Non, elles ne sont pas malades, mais elles font face à une entourage de Yoox qui veut les « protéger du coronavirus et instaurer la distanciation sociale », tout en changeant leurs horaires de travail « pour que les équipes ne se croisent pas », mais travaillent plus, et que la boîte tourne 18h/24.

C'est une PME sous-traitante qui gère ces salariées (une bonne centaine) qui doivent contrôler les vêtements 8h/jour avec deux pauses de 15 minutes. Avant la COVID19, les horaires étaient classiques, 8h-17h, ce qui permettait à ces femmes d'avoir une vie de famille. Maintenant, on passe au travail posté.

Comment faire garder les enfants quand elles gagnent en moyenne 1.100€/mois et que cela peut coûter 600€ ? Certaines ont préféré démissionner. D'autres les confient à des voisins, car elles n'ont pas de famille sur place. Quand elles ne sont pas mères isolées, leur conjoint travaille aussi. En Italie les écoles sont toujours fermées pour cause de pandémie, donc les enfants sont à la maison.

Le syndicat *Cobas Si* défend ses travailleuses qui se sont mises en grève. La municipalité de Bologne a demandé une médiation de la préfecture et insisté pour une rencontre entre les responsables de Yoox

et les salariées. Des mouvements féministes comme *Non una di meno* et l'Assemblée des femmes de la coordination des migrants les soutiennent aussi, mais savent que ces « réorganisations COVID » sont nombreuses dans la logistique.

Femmes, étrangères, corvéables et mal considérées : combien de clients du luxe et du design savent comment sont produits les objets et vêtements grâce auxquels ils peuvent briller en société ?

<https://ilmanifesto.it/o-ti-adatti-o-te-ne-vai-con-la-scusa-del-covid-arrivano-turni-piu-pesanti/>

Malaisie

Quand les autorités ferment les écoles, le syndicat équipe les élèves pour les cours en ligne

Dans plusieurs pays de la région Asie-Pacifique, le système public d'éducation souffre d'une infrastructure défaillante depuis longtemps. Les élèves, surtout ceux des communautés autochtones ou vivant dans des contrées rurales, nombreux dans les pays de cette région comme la Malaisie, n'ont en principe ni accès à internet, ni équipements informatiques, ni même smartphones. La pandémie a fermé les écoles de Malaisie et le gouvernement a instauré les cours en ligne. Or rien n'est prévu pour les 30% d'élèves malais qui ne peuvent pas suivre.

Comme souvent dans le cas d'autorités publiques défaillantes ou indifférentes, les syndicats sont là pour aider les populations. La NUTP (*National Union of the Teaching Profession*), membre de l'IE, a décidé que tous les élèves méritent cours, car « la crise COVID19 n'est pas seulement sanitaire ou économique, elle est aussi une crise humaine et de l'éducation », comme l'a expliqué son secrétaire général Harry Tan.

C'est pourquoi la NUTP a créé une fondation pour récolter les fonds nécessaires et équiper les élèves à suivre les cours, en évitant qu'ils s'isolent et décrochent. L'initiative est soutenue par le bureau régional Asie-Pacifique de l'IE. Des ordinateurs équipés des logiciels nécessaires, ou des smartphones avec des applications, sont distribués aux familles, et, dans certains cas, même des cahiers et des stylos. La première communauté à en bénéficier est celle d'Orang Asli, où 40% des élèves sont trop pauvres pour avoir même le matériel scolaire le plus élémentaire.

Le gouvernement de Malaisie s'enorgueillit d'encourager l'utilisation « des outils éducatifs numériques », mais il est évident que la pandémie exacerbe les fractures : numérique, de genre, entre villes et campagnes. Ce que les syndicalistes demandent de leur gouvernement c'est la réouverture des établissements scolaires dans le respect des règles de protection des élèves et des enseignants. Sinon, le nombre de jeunes déscolarisés, le travail des enfants et les inégalités de genre vont croître.



Équiper tous les élèves du matériel scolaire nécessaire, quelle que soit la forme des cours, et veiller à ce que les communautés autochtones, souvent isolées dans des îles, puissent avoir un accès égal à l'éducation, n'est-ce pas le travail d'un gouvernement plutôt que d'un syndicat ? Comme dans le cas du Vanuatu (cf. notre *Fenêtre* n°7), les syndicats sont souvent le dernier recours des communautés frappées par la COVID19, les phénomènes climatiques extrêmes (comme les cyclones) et l'incurie des autorités. Grâce aux syndicats, la solidarité prend forme et grandit.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/17067/malaysia-union-solidarity-for-remote-education-for-marginalised-students>

Nigéria

Le Sud n'est pas le parent pauvre de la gestion pandémique, bien au contraire !

Un article de Tiffany Onyejlaka dans le *Médium coronavirus blog* le 3.12.2020 compare la gestion de la pandémie aux États-Unis et en Afrique, avec un focus sur le Nigéria.

Tiffany fait le même constat que nos collègues du SUDES Sénégal (*Fenêtres* n°6, 7 et 12) : le désastre annoncé et redouté n'a pas eu lieu en Afrique, mais plutôt dans plusieurs pays du nord qui, avant la pandémie, regardaient le continent noir avec une certaine condescendance : les colonies seraient-elles capables de s'en sortir sans l'aide de leur ancien colonisateur ?

Certes, les États-Unis ne font pas partie des puissances coloniales, mais des pays riches et arrogants. Tiffany, de famille Nigériane, diplômée de l'Université Johns Hopkins où elle poursuit ses études de santé publique et environnementale, ose la comparaison avec le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique (200 millions d'habitants), qui a 66.000 cas de COVID19 et 1.160 morts fin novembre. Les États-Unis (330 millions d'habitants) ont dans la même période plus de 12,5 millions de cas et 260.000 morts.

Les pays « développés » ont oublié ce que sont les pandémies, et surtout n'ont pas maintenu un niveau de préparation de leurs systèmes de santé suffisant pour y faire face. L'Afrique a gardé les souvenirs douloureux qui lui ont bien servi, car, comme le souligne Chizoba Wonodi, directeur des programmes sur le Nigéria au centre international d'accès aux vaccins de l'Université Johns Hopkins, « les infrastructures publiques de santé ont été mises en place lors des épidémies précédentes. Les structures de coordination d'urgence étaient déjà là », c'est pourquoi la réaction a été plus rapide.

Le Nigéria a appris les leçons d'Ebola et tiré l'expérience des centres d'urgence contre la polio. Les maladies infectieuses demandent un système de tests et traçage opérationnel au niveau du pays, ce qui était le cas. Quand les politiciens états-uniens, en premier lieu Trump et son administration, mais aussi



plusieurs gouverneurs d'états républicains, ont tergiversé ou diffusé des messages contradictoires qui ne favorisaient pas la prévention, en Afrique les messages officiels étaient clairs et allaient dans le sens de la protection de la santé publique. De plus, les communautés ont été impliquées pour mieux les diffuser. Ces messages ont été traduits dans les nombreuses langues régionales et locales, pour être mieux compris par les populations.

L'*Africa Center for Disease Control (Africa CDC)* a collaboré avec l'Union africaine pour développer une stratégie contre la COVID19, mettre en place un fonds pour collecter de l'argent, ainsi qu'une plateforme mutualisée pour l'achat et la distribution d'équipements de protection.

Comme nos collègues sénégalais l'ont souligné, en Afrique les autorités ont écouté les scientifiques. Les Nigériens cités par Tiffany évoquent aussi une mentalité africaine propice à la protection de tous : le sens du bien commun, de la cohésion de la communauté, est plus développé en Afrique qu'aux États-Unis et en général en Occident, où l'autonomie individuelle prévaut. Le Nigéria a isolé les cas positifs COVID aux frais de la collectivité, pour protéger les autres. « Les mesures de santé publique simples sont aussi importantes que les innovations médicales » disent les Nigériens. Selon Wonodi, la culture de la prévention, forte en Afrique, n'est pas due seulement au manque d'équipements ou d'outils de haute technologie: « la high-tech ne doit pas exister au détriment de la bonne vieille santé publique », souligne-t-il.

Tiffany ne nie pas que l'Afrique a certains avantages intrinsèques par rapport aux États-Unis (et à la « vieille Europe », pourrait-on ajouter) : une population jeune, beaucoup moins d'obèses ou de diabétiques, des zones moins densément peuplées. Mais l'Occident a longtemps pensé qu'il devait « sauver » les Africains des maladies, tandis que la santé globale est fondée sur « une relation symbiotique », qui devrait plutôt insister sur la synergie entre tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. Les États-Unis pourraient donc apprendre par le Nigéria comment mieux affronter la COVID19.

Tout un symbole !

<https://medium.com/@tiffanyonyejiaka>

Royaume-Uni

« On est le premier pays qui vaccine » : les Britanniques dribblent la « vieille Europe »

Un article de la rubrique « opinion » du *Guardian* publié le 10.12.2020 souligne le côté absurde de cette « fierté » toute « brexitaire » : « *V-day*, vraiment ? le vaccin devrait être la source d'une joie généralisée, non d'un patriotisme de bas étage », titre Fintan O'Toole, son auteur. Le parallèle entre le premier jour de vaccination et la *VE-Day (Victory in Europe Day)*, le 8 mai 1945, est tourné à juste titre en dérision.

Car le vaccin n'est pas une course pour gagner la médaille olympique, et le premier jour de vaccination devrait normalement susciter des émotions « que toute personne saine pourrait ressentir : soulagement, espoir, un zeste d'interrogation devant le génie extraordinaire dont notre espèce est capable », et sûrement pas d'élan patriotiques.

L'article ne le mentionne pas, mais nous pourrions le rappeler ici pour nos lecteurs : le Premier ministre britannique Boris Johnson, qui était sur la même ligne que son ami Trump, a dû changer de politique après sa contamination et son hospitalisation. Il avait même fait l'éloge de ses services publics de santé, lui, l'ultralibéral.

La *V-Day* permet de détourner le regard des 50.000 morts COVID. Le besoin de *storytelling* pour masquer l'incompétence est la véritable raison de cette célébration.

Fintan O'Toole s'amuse aussi du symbole : « le premier homme à être vacciné était William Shakespeare (NDLR. son vrai nom !), peut-être parce que personne du nom de Winston Churchill n'était disponible ». Et de s'interroger sur ce qu'apporte, objectivement, le fait d'avoir crié sur tous les toits que le pays était « le premier », d'autant plus que le nombre de doses achetées ne permet de couvrir que 12,5% des personnes prioritaires.

Cette « première britannique » est destinée à « créer de l'euphorie, là où on a besoin de rassurer sur le long terme », car on n'oublie pas que cette période est le paradis des anti-vaccins très actifs, qui exploitent les peurs et les confusions créées par les gouvernements.

Le vaccin est un enjeu de santé publique, de protection de la population. Ce n'est pas une partie du récit d'un Brexit qui veut restaurer la gloire de la Grande-Bretagne et raviver les souvenirs de l'empire britannique.

La course est contre le virus, non contre les autres, selon O'Toole. « Un grand exploit pour l'humanité n'a pas besoin d'être repeint aux couleurs du drapeau britannique », et les larmes de « joie patriotique » n'ont aucune valeur, comparées à celles que tout le monde a versées et continue de verser face aux ravages causés par la pandémie.

Même si sa cible est Boris Johnson, cet article suscite une réflexion plus générale, maintenant que les pays européens s'approvisionnent en doses de vaccin : où sont les stratégies coordonnées ? L'Union européenne n'est-elle pas plutôt une *désunion* ? Où sont les valeurs de l'Europe, réelles ou supposées, et sa solidarité avec le reste du monde ?

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/dec/09/v-day-vaccine-patriotism-britain>

Taiwan

Les employeurs sont responsables des travailleurs migrants qu'ils font venir au pays

Les travailleurs migrants à Taiwan sont nombreux et viennent principalement des Philippines, pays le plus proche, ou de l'Indonésie. Nous avons eu l'occasion de le constater en 2018, lors de notre séjour dans cette « Chine différente » pour la 11^e conférence ESR de l'IE. L'île a été internationalement louée pour ses efforts réussis contre la COVID19, qui ressemblent à ceux de la Corée du Sud. Il faut dire, et cela nous avait étonnés il y a deux ans en atterrissant à Taipei, que la population portait déjà des masques au quotidien, dans les transports ou les magasins. On se demandait alors pourquoi cette « bizarrerie asiatique »...

Fin novembre et début décembre les cas de contamination sont à nouveau en hausse, dus en premier lieu à « l'importation » de la main d'œuvre. Les services de santé et d'immigration ont décidé de sévir : les employeurs sont responsables des travailleurs qu'ils embauchent, c'est donc à eux qu'incombe l'obligation de les placer en quarantaine pour 14 jours dans des sites sécurisés choisis par les autorités. Ils sont aussi responsables du respect strict de cette mesure : s'ils s'amusaient à passer outre (pressés de mettre le nouveau venu au travail), ils risquent des amendes jusqu'à 300.000NT\$ (dollars taiwanais = 10.529\$).

Les employeurs doivent veiller à ce que les agences qui leur procurent la main d'œuvre respectent les mesures sanitaires.

Bien entendu, les employeurs considèrent les amendes excessives et l'obligation coûteuse. Peut-être ont-ils l'idée « lumineuse » de déduire le coût de la quarantaine de la rémunération des travailleurs. Mais c'est illégal, la même amende de 300.000NT\$ est requise et le permis d'employer des migrants révoqué, ce qui est encore plus dissuasif. Pour les agences de recrutement, la sanction est plus radicale : elles sont fermées si jamais elles demandent aux migrants de payer pour la quarantaine.

L'agence gouvernementale de développement de la main d'œuvre (*Workforce Development Agency*) a pris ces mesures, selon le média en ligne anglophone *Focus Taiwan*, après avoir reçu un nombre accru de plaintes de migrants à qui on demandait de payer. Un numéro d'appel gratuit pour dénoncer ces dérives est disponible.

La quarantaine est particulièrement stricte à Taïwan. Les personnes sont obligées de tenir la chambre et n'ont même pas le droit de sortir dans le couloir !

Selon le *NYTimes* et *Focus Taiwan* (7.12.2020), un travailleur philippin qui était en quarantaine dans un site de la ville portuaire de Kaohsiung a été pris en « flagrant délit » de transgression de la quarantaine par les caméras de sécurité du couloir de son hôtel : il était juste sorti déposer quelque chose devant la porte d'un de ses compatriotes, à quelques pas de sa chambre...

La surveillance ne plaisante pas : l'hôtel a été obligé d'avertir aussitôt les autorités sanitaires, et le pauvre philippin de payer 100.000NT\$ (3.540\$).

Si cette amende et cette surveillance nous semblent excessives (le Philippin n'a croisé personne dans le couloir), Taïwan, densément peuplée, est inquiète et surveille surtout le retour au port des pêcheurs de haute mer, nombreux dans la région. Elle leur impose la même quarantaine qu'aux travailleurs migrants.

<https://focustaiwan.tw/society/202011250020>

L'article du *NYTimes* :

<https://urlz.fr/euDN>

